

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 3483

[2004/202743]

26 AOÛT 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1^{er};

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 27 juillet 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 juillet 2004;

Vu l'urgence;

Considérant que le Gouvernement estime que le Ministre-Président doit bénéficier des mêmes prérogatives de direction du Gouvernement que le Premier Ministre fédéral;

Considérant que le Gouvernement a décidé de développer une nouvelle méthode de gouvernance moderne et innovante;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 modifie de manière significative la répartition des compétences telle qu'elle avait été fixée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2003 et que, dès lors, l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, tel que modifié, ne peut plus s'appliquer à l'actuel Gouvernement;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Considérant que ces nécessités impliquent l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Vu la délibération du Gouvernement du 28 juillet 2004 relative à la demande de l'avis du Conseil d'Etat dans un délai de cinq jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 37596/2/V donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents.

§ 2. L'ordre du jour est établi par le Ministre-Président.

§ 3. Ne sont pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée :

- les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint, sauf dans le cas où l'Inspection des Finances n'a pas remis son avis dans les cinq jours ouvrables après réception du dossier complet;

- les points pour lesquels l'accord du Ministre de la Fonction publique n'est pas joint si un tel accord est requis;

- les points pour lesquels l'accord du Ministre du Budget n'est pas joint, si un tel accord est requis.

§ 4. Les points non inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

§ 5. Un Ministre peut demander l'évocation de toute affaire relevant d'une matière déléguée.

§ 6. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon délibère de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire, sauf délégation octroyée par le Gouvernement wallon.

§ 2. Le Gouvernement wallon délibère de toute proposition de décret et d'amendement déposé au Parlement Wallon.

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement met en place un comité ministériel chargé du pilotage du plan stratégique transversal "Création d'activités" et, en concertation avec le Gouvernement de la Communauté française, un comité ministériel chargé du pilotage du plan stratégique transversal "Développement du capital humain, des connaissances et des savoir-faire".

§ 2. Le Gouvernement met en place les comités de pilotage du fonds d'impulsion économique en faveur des zones de reconversion et particulièrement défavorisées et du fonds d'impulsion du développement économique rural.

§ 3. Le Gouvernement met en place le Comité ministériel chargé du suivi et du monitoring des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public, y compris les sociétés et filiales spécialisées.

Art. 5. § 1^{er}. Trimestriellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement wallon par le Ministre du Budget.

La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement.

§ 2. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Le Ministre-Président et les Vice-Présidents ont un accès direct à la comptabilité de l'ensemble des engagements et ordonnancements.

Art. 6. Le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnelle-ment compétent le projet de délibération en cas de refus de visa de la Cour des Comptes.

Art. 7. Le Gouvernement wallon délibère de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique régionale.

Art. 8. Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années, et notamment ceux s'inscrivant dans le cadre d'un financement alternatif, font l'objet d'une délibération du Gouvernement wallon avant l'adoption des projets de budget.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échet, celle de leurs bénéficiaires.

Art. 9. Tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est transmis par son auteur aux autres Ministres.

Ceux-ci peuvent dans un délai de huit jours ou à la séance du Gouvernement wallon qui suit la réception, en demander une délibération. Faute d'une telle demande ou évocation, la circulaire est diffusée ou publiée.

Art. 10. § 1^{er}. Pour l'application du présent article relatif à la fonction publique, on appelle :

- dossiers A :

1° les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

2° l'octroi des délégations en matière de personnel et de budget pour ce qui concerne les ministères;

3° les cadres organiques des ministères.

4° tout acte relatif au régime des mandats relevant expressément du Gouvernement conformément aux dispositions du livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le code de la Fonction publique wallonne.

- dossiers B :

1° l'octroi d'autres délégations à des fonctionnaires;

2° les cadres organiques des organismes d'intérêt public;

3° les déclarations de vacance d'emplois de directeur, d'emplois de recrutement au niveau 1 et d'emplois d'encadrement au rang A5 conformément à l'article LI.TIII.CV.2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

4° l'octroi des fonctions supérieures au niveau 1;

5° les promotions au grade de directeur et aux fonctions d'encadrement au rang A5;

6° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les chambres de recours, ainsi que par les commissions de stage au niveau 1;

7° les mutations d'office;

8° les intégrations;

9° l'élaboration des programmes de recrutement conformément à l'article LI. TIII.CV.2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

- dossiers C : les autres décisions administratives relatives au personnel, à l'exception de celles ayant fait l'objet de délégations à des fonctionnaires.

§ 2. Les secrétaires généraux et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'intérêt public transmettent simultanément tout dossier visé au § 1^{er}, au Ministre-Président, au Ministre de la Fonction publique et au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). En outre, ils transmettent simultanément les dossiers A visés au § 1^{er}, au Ministre du Budget.

Chaque Ministre réceptionnaire du dossier dispose d'un délai de quinze jours ouvrables pour faire connaître son avis à celui de ses collègues compétents pour le soumettre au Gouvernement ou pour décider. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

En cas de divergence d'avis, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique dans un délai de dix jours ouvrables. A défaut d'accord, le dossier est évoqué en Gouvernement.

§ 3. Sans préjudice des initiatives qu'il revient à l'administration de prendre, est compétent pour donner à celle-ci les instructions utiles à la préparation des décisions :

- en ce qui concerne les dossiers A, le Ministre de la Fonction publique pour les Ministères ou le Ministre de la Fonction publique, d'initiative ou à la demande du (des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public;

- en ce qui concerne les dossiers B, le Ministre de la Fonction publique, d'initiative ou à la demande du(des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), pour les ministères et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public. En cas de demande adressée par le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) au Ministre de la Fonction publique, celui-ci donne les instructions utiles à l'administration au plus tard dans le mois de cette demande;

- en ce qui concerne les dossiers C, le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), à la demande du Ministre de la Fonction publique ou d'initiative, le Ministre de la Fonction publique étant informé sans délai, pour les ministères et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public.

Le Ministre de la Fonction publique veille à la cohérence des situations administratives des agents.

§ 4. Les dossiers A sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant les ministères sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant les organismes d'intérêt public sont soumis au Gouvernement par le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

§ 5. Sans préjudice des dispositions des §§ 3 et 4, le Gouvernement est seul compétent pour les dossiers A et B.

Sans préjudice des dispositions du § 3, le Ministre de la Fonction publique est compétent pour les dossiers C concernant les ministères. Une copie de la décision du Ministre de la Fonction publique est transmise au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

Le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est compétent(s) pour les dossiers C concernant chacun des organismes d'intérêt public. Une copie de la décision du(des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est transmise sans délai au Ministre de la Fonction publique.

§ 6. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos de tous les dossiers A et B concernant les ministères.

Le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) sont chargés de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant chacun des organismes d'intérêt public.

Art. 11. Lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, le Gouvernement wallon arrête les éléments de la politique de la Région, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

Art. 12. § 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon est seul qualifié pour émettre au nom de la Région un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

§ 2. Le Ministre-Président coordonne toute procédure d'avis, de concertation, de contentieux, d'association ou de coopération avec l'Etat fédéral, les entités fédérées ou les institutions européennes et internationales.

Ces procédures sont préparées conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent.

§ 3. Le Gouvernement wallon délibère sur les modalités générales des projets de traité et d'accord de coopération, sur présentation du Ministre-Président ou conjointement avec le Ministre des Relations internationales s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

§ 4. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement wallon, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent ou conjointement par le Ministre des Relations internationales et le Ministre fonctionnellement compétent s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

Le Gouvernement wallon fixe la date d'entrée en vigueur de ces traités et accords.

Art. 13. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 8, 14, 15, 16 et 17, sont déléguées à chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives :

1° les décisions portant sur un montant maximum de 500.000 euros lorsque le bénéficiaire est désigné dans le budget général; dans le cas contraire, ce montant est ramené à 250.000 euros;

2° délégation est donnée au Ministre des Affaires intérieures pour engager, pour approuver, pour ordonnancer les dépenses imputées aux allocations de base destinées au Fonds des communes et des provinces inscrites au programme 01 de la division organique 14 du budget général;

3° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré au Gouvernement wallon avec indication du ou des bénéficiaires;

4° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmes visés à l'article 8;

5° l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et la réglementation sur l'expansion économique et les aides technologiques relatifs à tout dossier concernant des aides d'un montant inférieur à 3.720.000 euros et pour lequel l'Inspection des Finances a donné un avis favorable.

Toutefois, un rapport trimestriel comportant la liste des entreprises et le montant des avantages qui leur sont octroyés en exécution des législations concernées est communiqué aux membres du Gouvernement wallon;

6° l'octroi de la garantie régionale accordée en exécution de la législation et de la réglementation sur l'expansion économique lorsque le crédit à garantir porte sur un montant maximum 2.480.000 euros et les aides technologiques lorsqu'elle porte sur un programme maximum de 2.480.000 euros;

7° les arrêtés approuvant les plans d'aménagement et les règlements d'urbanisme d'initiative communale;

8° les règlements complémentaires sur la police de la circulation routière;

9° l'agrément des entrepreneurs;

10° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement wallon tant en demandant qu'en défendant, le sort à réserver aux exploits d'huissiers notifiés à la Région;

11° la délivrance d'attestation;

12° les contrats de cession amiable, les quittances, les baux et autres actes relatifs à l'acquisition ou la cession d'immeubles;

13° les décisions d'octroi de tranches trimestrielles d'un montant égal à payer à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux comités subrégionaux de l'emploi et la formation;

14° la nomination au sein des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation des membres représentant les organisations des employeurs et des travailleurs;

15° la nomination des membres des commissions emploi-formation-enseignement;

16° les décisions portant approbation des contrats d'accompagnement et des prêts en exécution de la législation et de la réglementation relatives à l'utilisation du compte C.R.A.C. visée dans la convention du 30 juillet 1992 telle qu'amendée et ce, dans la mesure où l'intervention financière de la Région n'est pas sollicitée;

17° l'approbation des programmes triennaux visés à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés;

18° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés, dans les limites de leur budget d'investissement, par les centres hospitaliers psychiatriques du Chêne aux Haies à Mons et les Marronniers à Tournai en vue de la réalisation de leur objet social, moyennant l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

19° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés pour les constructions hospitalières et médico-sociales dans la limite du montant inscrit dans le décret contenant le budget général des dépenses du Ministère de la Région wallonne, en exécution de la convention cadre adoptée par le Gouvernement et relative à cette garantie et des articles 50, § 1^{er}, et 51, de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987, moyennant l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

20° l'octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police.

Art. 14. § 1^{er}. Est soumis à l'accord du Gouvernement wallon le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, des marchés publics visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ci-après dénommée la loi, dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	8.550.000 euros	1.850.000 euros	570.000 euros
Fournitures	5.700.000 euros	570.000 euros	290.000 euros
Services	1.715.000 euros	290.000 euros	145.000 euros

§ 2. L'accord du Gouvernement wallon est également requis avant l'attribution du marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant correspondant fixé au § 1^{er}, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pour cent, ou dans l'hypothèse de travaux, fournitures ou services supplémentaires de plus de vingt-cinq pour cent du marché initial.

§ 3. Est également soumise à l'accord du Gouvernement wallon la passation des concessions de travaux publics dont les montants estimés hors TVA correspondent à ceux déterminés au § 1^{er}.

§ 4. Tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de travaux, fournitures ou services, dans le cadre des seuils prévus au § 1^{er}, la Région wallonne ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre doit être également soumis à l'accord du Gouvernement wallon. Pour le calcul des seuils prévus au § 1^{er}, il convient de prendre en considération l'ensemble de la dépense découlant du projet de convention.

Art. 15. L'accord du Gouvernement wallon est remplacé par l'accord du Ministre-Président dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1^o, c, et 39, § 2, 1^o, c, de la loi du 24 décembre 1993 relatif aux marchés publics, à certains marchés de travaux, de fourniture et de services pour autant qu'il ne puisse être recueilli préalablement en raison de l'urgence.

Il appartient, dans ce cas, au Ministre compétent d'informer sans délai le Gouvernement wallon. L'urgence invoquée doit être justifiée.

Art. 16. Par dérogation à l'article 14, l'accord du Gouvernement wallon n'est pas requis :

1^o pour les marchés publics à passer par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint, lorsque cette procédure est consécutive à une adjudication publique ou un appel d'offres général pour lequel l'accord préalable du Gouvernement wallon a été recueilli mais auquel il n'a pas été possible de donner suite en raison des difficultés mineures d'interprétation, soit des dispositions du cahier spécial des charges, soit des offres remises.

Le cahier spécial des charges ne peut subir que les adaptations rendues strictement nécessaires par les difficultés précitées;

2^o pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1^o, d et e, et 4^o, et 39, § 2, 1^o, d et g, 3^o, c et d, et 5^o de la loi du 24 décembre 1993 relatif aux marchés publics, à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

3^o dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant.

Art. 17. Dans le courant du premier mois qui suit chaque trimestre civil, les décisions relatives à la passation des marchés publics visés aux articles 14 et 16 du présent arrêté, accompagnées du rapport d'adjudication, doivent, dans les mêmes conditions de seuils définis à l'article 14, § 1^{er}, être communiquées pour information au Gouvernement wallon par le Ministre concerné.

Art. 18. Dans le courant du premier mois qui suit chaque trimestre civil, les décisions relatives au choix du mode de passation et à la passation des marchés publics prises par les personnes de droit public qui relèvent du seul pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon, doivent, dans les mêmes conditions de seuils que celles définies à l'article 14, § 1^{er}, être communiquées pour information au Gouvernement wallon par le Ministre de tutelle.

Seront également communiqués au Gouvernement wallon, l'avis de marché, le rapport d'analyse du marché et les rapports conjoints des commissaires du Gouvernement.

Art. 19. Le montant des marchés publics est à évaluer, selon le cas, en fonction des règles fixées par les articles 2, 28 ou 54 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ou par les articles 2, 21 et 41 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

En cas de travaux, de fournitures ou de services complémentaires à passer par procédure négociée dans les conditions des articles 17, § 2, 2^o, a, 3^o, b, et 39, § 2, 2^o, a, 3^o, b, 4^o, b, et 6^o, de la loi du 24 décembre 1993 relatif aux marchés publics, à certains marchés de travaux, de fourniture et de services, le montant du marché principal est également pris en compte.

Art. 20. Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Pour les affaires qui relèvent des comités ministériels chargés du pilotage des plans transversaux visés à l'article 4, § 1^{er}, ou qui relèvent des comités de pilotage des fonds d'impulsion visés à l'article 4, § 2, ou qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun.

Art. 21. § 1^{er}. L'introduction au Gouvernement wallon des dossiers relatifs aux Fonds européens et aux Fonds d'impulsion visés à l'article 4, § 2, relève de la compétence du Ministre-Président. Ces dossiers sont préparés et cosignés conjointement par le Ministre-Président et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). Le Ministre-Président assure en outre la présidence des différents comités techniques, financiers et de suivi.

§ 2. Toute décision d'engagement portant sur un fonds européen ou sur son cofinancement belge ou sur un fonds d'impulsion est notifiée sans délai au Ministre-Président.

Art. 22. Chaque Ministre arrête les expropriations nécessaires à l'exercice de ses compétences en faisant prévaloir la spécificité de la matière traitée par rapport aux mesures de tutelle générale telles que visées à l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 23. Le Gouvernement wallon accrédite les Inspecteurs des Finances et détermine leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget.

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement est abrogé.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 26. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 août 2004

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3483

[2004/202743]

26. AUGUST 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 68, Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 über die Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und auf die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des am 27. Juli 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Juli 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Regierung den Standpunkt vertritt, dass der Minister-Präsident mit den gleichen Befugnissen zur Leitung der Regierung auszustatten ist wie der föderale Premierminister;

In der Erwägung, dass die Regierung beschlossen hat, eine neue, moderne und innovierende Methode für das Regieren zu entwickeln;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 die Verteilung der Zuständigkeiten, wie sie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. August 2003 festgelegt wurde, bedeutsam abändert, und dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, in seiner abgeänderten Fassung, auf die jetzige Regierung nicht mehr anwendbar sein kann;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden soll, so wirksam wie möglich zu arbeiten;

In der Erwägung, dass die vorliegenden Bestimmungen daher unverzüglich in Kraft treten sollen;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 28. Juli 2004 über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates innerhalb einer Frist von fünf Tagen;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996, durch das Gesetz vom 8. September 1997 und durch das Gesetz vom 2. April 2003, abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 37596/2/V;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung berät kollegial im Wege des Konsenses und bestimmt die politischen Leitlinien für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen, unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern erteilt.

Art. 2 - § 1. Die Beschlüsse der Wallonischen Regierung über die in der Tagesordnung vorgesehenen Punkte sind nur gültig, wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind.

§ 2. Der Minister-Präsident legt die Tagesordnung fest.

§ 3. Folgende Punkte werden außer bei ordnungsgemäß nachgewiesener Dringlichkeit nicht in die Tagesordnung aufgenommen :

- die Punkte, für die das Gutachten der Finanzinspektion nicht beigelegt ist, außer wenn die Finanzinspektion ihr Gutachten nicht innerhalb fünf Werktagen nach Eingang der vollständigen Akte abgegeben hat;
- die Punkte, für die das Einverständnis des Ministers des öffentlichen Dienstes nicht beigelegt ist, wenn ein solches Einverständnis verlangt wird;
- die Punkte, für die das Einverständnis des Ministers des Haushalts nicht beigelegt ist, wenn ein solches Einverständnis verlangt wird.

§ 4. Die Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen, werden nicht berücksichtigt, außer in ordnungsgemäß nachgewiesenen Dringlichkeitsfällen.

§ 5. Ein Minister kann jede Angelegenheit zur Sprache bringen, die Gegenstand einer Vollmacht ist.

§ 6. Die Vertagung eines Punktes kann vor der Sitzung von einem Mitglied beantragt werden, dessen Abwesenheit gerechtfertigt ist.

Art. 3 - § 1. Die Wallonische Regierung berät über jeden Entwurf von Dekret oder Erlass mit Verordnungscharakter, außer wenn sie eine diesbezügliche Vollmacht erteilt hat.

§ 2. Die Wallonische Regierung berät über sämtliche Vorschläge von Dekreten und Abänderung(en), die im Wallonischen Parlament eingebracht werden.

Art. 4 - § 1. Die Regierung setzt einen ministeriellen Ausschuss ein, der mit der Führung des strategischen Querplans "Schaffung von Aktivitäten" beauftragt ist sowie in Absprache mit der Regierung der Französischen Gemeinschaft einen ministeriellen Ausschuss, der mit der Führung des strategischen Querplans "Entwicklung des Arbeitskräftepotentials, der Kenntnisse und des Know-hows" beauftragt ist, ein.

§ 2. Die Regierung setzt die Ausschüsse für die Führung des wirtschaftlichen Impulsfonds zugunsten der besonders benachteiligten Gebiete, die sich in der wirtschaftlichen Umstellung befinden, und des Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung ein.

§ 3. Die Regierung setzt den ministeriellen Ausschuss ein, der mit der Begleitung und der Überwachung der alternativen Finanzierung und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses beauftragt ist.

Art. 5 - § 1. Jedes Quartal wird jedem Mitglied der Wallonischen Regierung eine vollständige Übersicht über den Haushalt übermittelt, sowohl was die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen als auch den Stand der Einnahmen und der Ausgaben betrifft.

Die Übersicht enthält eine Anlage über das Investitionsprogramm.

§ 2. Jeder Minister hat für die Angelegenheiten, die zu seinen Zuständigkeiten gehören, direkten Zugang zu der Buchführung über die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

Der Minister-Präsident und die Vizepräsidenten haben einen direkten Zugang zu der Buchführung über die gesamten Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

Art. 6 - . Der Minister des Haushalts hat den Auftrag, zusammen mit dem von der Funktion her betroffenen Minister den Beschlussentwurf auszuarbeiten und vorzulegen, wenn der Rechnungshof seinen Sichtvermerk verweigert hat.

Art. 7 - Die Wallonische Regierung beschließt über jeden Gründungs-, Dezentralisierungs-, Dekonzentrations- oder Umstrukturierungsentwurf bzw. -vorschlag in Bezug auf die öffentlichen Dienststellen, Organisationen und Einrichtungen, die mit der Durchführung der regionalen Politik beauftragt sind.

Art. 8 - Die Programme über materielle Investitionen, die ein oder mehrere Jahre umfassen, und insbesondere diejenigen, die sich in den Rahmen einer alternativen Finanzierung einfügen, sind vor der Annahme der Haushaltsentwürfe Gegenstand einer Beratung der Wallonischen Regierung.

Diese Programme enthalten insbesondere die genaue Angabe des Betrags der Beihilfen und Zuschüsse oder die Schätzung der Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, die genaue Angabe ihrer Zweckbestimmung und gegebenenfalls der Empfänger.

Art. 9 - Jeglicher Entwurf eines Rundschreibens oder einer Richtlinie mit allgemeiner Tragweite wird durch den Verfasser an die anderen Minister weitergeleitet.

Diese haben das Recht, binnen 8 Tagen oder bei der Sitzung der Wallonischen Regierung, die auf den Eingang des besagten Entwurfs folgt, eine Beratung darüber zu beantragen. In Ermangelung eines solchen Antrags bzw. einer solchen Aufforderung wird das Rundschreiben verbreitet oder veröffentlicht.

Art. 10 - § 1. Für die Anwendung dieses Artikels bezüglich des öffentlichen Dienstes versteht man unter:

- Akten A:

1° die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter;

2° die Erteilung von Vollmachten in Sachen Personal und Haushalt, was die Ministerien betrifft;

3° die Stellenpläne der Ministerien;

4° jegliche Handlung bezüglich der Vollmachten, die ausdrücklich in den Zuständigkeitsbereich der Regierung fallen, gemäß den Bestimmungen des Buches II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

- Akten B:

1° die Erteilung sonstiger Vollmachten an Beamte;

2° die Stellenpläne der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

3° die Verkündung von freien Stellen als Direktor, von Anwerbungsstellen in der Stufe 1 und von Führungsstellen im Dienstrang A5, gemäß Artikel LI.TIII.CV.2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

4° die Erteilung von höheren Funktionen in der Stufe 1;

5° die Beförderungen in den Dienstgrad eines Direktors und zu den Führungssämtern in dem Dienstrang A5;

6° die endgültigen Beschlüsse im Anschluss an die von den Berufungskammern sowie von den Ausschüssen in Sachen Probezeiten in der Stufe 1 abgegebenen Gutachten;

7° die Versetzungen von Amts wegen;

8° die Eingliederungen;

9° die Aufstellung der Anwerbungsprogramme, gemäß Artikel LI.TIII.CV.2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

- Akten C: die sonstigen verwaltungsmäßigen Beschlüsse in Sachen Personal, mit Ausnahme derjenigen, die Gegenstand von Vollmachten an Beamte gewesen sind.

§ 2. Die Generalsekretäre und die leitenden Beamten der Einrichtungen öffentlichen Interesses übermitteln jede in § 1 erwähnte Akte gleichzeitig dem Minister-Präsidenten, dem Minister des öffentlichen Dienstes und dem bzw. den von der Funktion her zuständigen Minister(n). Des weiteren übermitteln sie die in § 1 erwähnten Akten A gleichzeitig dem Minister des Haushalts.

Jeder Minister, dem die Akte zugestellt wird, verfügt über eine Frist von fünfzehn Werktagen, um seinen zuständigen Kollegen sein Gutachten abzugeben, um dieses anschließend der Regierung vorzulegen oder einen Beschluss zu fassen. Nach Ablauf dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit findet eine Konzertierung beim Minister des öffentlichen Dienstes innerhalb einer Frist von zehn Werktagen statt. Wenn keine Einigung zustandekommt, wird die Akte bei der Regierung zur Sprache gebracht.

§ 3. Unbeschadet der Initiativen, die von der Verwaltung zu ergreifen sind, sind die nachfolgenden Minister zuständig, um dieser Verwaltung im Rahmen der Vorbereitung von Beschlüssen zweckdienliche Anordnungen zu erteilen:

- für die Akten A: der Minister des öffentlichen Dienstes für die Ministerien oder der Minister des öffentlichen Dienstes in Eigeninitiative oder auf Anfrage des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister(s) für die Einrichtungen öffentlichen Interesses für die Akten A;

- für die Akten B: der Minister des öffentlichen Dienstes in Eigeninitiative oder auf Anfrage des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister(s) für die Ministerien und der bzw. die von der Funktion her zuständige(n) Minister für die Einrichtungen öffentlichen Interesses für die Akten B. Bei einer an den Minister des öffentlichen Dienstes gerichteten Anfrage des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister(s) erteilt der erstgenannte Minister der Verwaltung spätestens innerhalb eines Monats nach dieser Anfrage zweckdienliche Anordnungen;

- für die Akten C: der/die von der Funktion her zuständige(n) Minister auf Anfrage des Ministers des öffentlichen Dienstes oder in Eigeninitiative, wobei der Minister des öffentlichen Dienstes unverzüglich zu informieren ist, für die Ministerien und der/die von der Funktion her zuständige(n) Minister für die Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Der Minister des öffentlichen Dienstes hat zu gewährleisten, dass die Verwaltungslagen der Bediensteten kohärent sind.

§ 4. Die Akten A werden der Regierung durch den Minister des öffentlichen Dienstes vorgelegt.

Die Akten B, die die Ministerien betreffen, werden der Regierung durch den von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegt.

Die Akten B, die die Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, werden der Regierung durch den bzw. die von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegt.

§ 5. Unbeschadet der Bestimmungen der Paragraphen 3 und 4 ist die Regierung allein für die Akten A und B zuständig.

Unbeschadet der Bestimmungen von Paragraph 3 ist der Minister des öffentlichen Dienstes für die Akten C, die die Ministerien betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministers des öffentlichen Dienstes wird dem bzw. den von der Funktion her zuständigen Minister(n) übermittelt.

Der bzw. die von der Funktion her zuständige(n) Minister ist/sind für die Akten C, die jede der Einrichtungen öffentlichen Dienstes betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister(s) wird dem Minister des öffentlichen Dienstes übermittelt.

§ 6. Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der gesamten Akten A und B, die die Ministerien betreffen, gefasst worden sind.

Der bzw. die von der Funktion her zuständige(n) Minister wird/werden mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der Akten B, die jede der Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, gefasst worden sind.

Art. 11 - Wenn die Region entweder an der Gestaltung bzw. der Ausarbeitung einer Politik beteiligt ist oder innerhalb der damit beauftragten Organe bzw. Einrichtungen vertreten ist, legt die Wallonische Regierung die Elemente der Politik der Region fest, benennt ihre Vertreter innerhalb dieser Organe bzw. Einrichtungen, erteilt ihnen sämtliche erforderlichen Anweisungen und nimmt ihre Berichte entgegen.

Art. 12 - § 1. Unbeschadet der Vollmachten, die die Wallonische Regierung ihren Mitgliedern erteilt, ist sie allein befugt, um im Namen der Region ein Gutachten für föderale, gemeinschaftliche, europäische oder internationale Behörden oder Organisationen abzugeben, sowie um einen Bericht oder einen Antrag an diese zu richten.

§ 2. Der Minister-Präsident koordiniert alle Verfahren in Sachen Gutachten, Konzertierung, Streitsachen, Vereinigung oder Zusammenarbeit mit dem Föderalstaat, den Teilstaaten oder den europäischen und internationalen Einrichtungen.

Diese Verfahren werden gemeinsam durch den Minister-Präsidenten und den von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet.

§ 3. Die Wallonische Regierung beschließt über die allgemeinen Modalitäten der Entwürfe von Verträgen und Zusammenarbeitsabkommen, die der Minister-Präsident vorlegt, oder gemeinsam mit dem Minister der internationalen Beziehungen, wenn es sich um Entwürfe von Verträgen oder Zusammenarbeitsabkommen internationalen Charakters handelt.

§ 4. Die Verträge und Zusammenarbeitsabkommen werden, bevor sie von der Wallonischen Regierung genehmigt werden, gemeinsam vom Minister-Präsidenten und von dem von der Funktion her betroffenen Minister vorbereitet. Wenn es sich um Entwürfe von Verträgen oder Zusammenarbeitsabkommen internationalen Charakters handelt, werden sie gemeinsam vom Minister der internationalen Beziehungen und von dem von der Funktion her betroffenen Minister vorbereitet.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Datum, an dem diese Verträge bzw. Abkommen in Kraft treten.

Art. 13 - Unbeschadet der in den Artikeln 8, 14, 15, 16 und 17 vorgesehenen Bestimmungen ist jeder der Minister in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich für Folgendes befugt:

1° die Beschlüsse in Bezug auf einen Höchstbetrag von 500.000 Euro, wenn der Empfänger im Verwaltungshaushalt genannt ist; andernfalls wird dieser Betrag auf 250.000 Euro verringert;

2° Vollmacht wird dem Minister der inneren Angelegenheiten erteilt, um die Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen, die zu Lasten der Basiszuwendungen, die für den Fonds der Gemeinden und der Provinzen bestimmt und im Programms O1 des Organisationsbereichs 14 des allgemeinen Haushaltsplans eingetragen werden, anzurechnen sind;

3° die Beschlüsse in bezug auf Ausgaben, die unter Angabe des bzw. der Empfänger in einem von der Wallonischen Regierung beschlossenen Programm eingetragen sind, ohne Begrenzung des Betrags;

4° die Erlasse, durch die Zuschüsse gleich welcher Höhe in Durchführung der in Artikel 8 erwähnten Programme gewährt werden;

5° die Bewilligung der Vorteile, die in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs und der technologischen Hilfsmittel gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, die Investitionen unter 3.720.000 Euro betrifft und über welche die Finanzinspektion ein günstiges Gutachten abgegeben hat.

Den Mitgliedern der Wallonischen Regierung wird jedoch ein vierteljährlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Betriebe und den Betrag der Vorteile angibt, die ihnen in Durchführung der betreffenden Rechtsvorschriften gewährt werden;

6° die Erteilung der Bürgschaft der Region, die gewährt wird in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs, wenn der zu verbürgende Kredit sich auf einen Höchstbetrag von 2.480.000 Euro beläuft, und bezüglich der technologischen Hilfsmittel, wenn sie sich auf ein Programm von höchstens 2.480.000 Euro bezieht;

7° die Erlasse, durch die die auf die Initiative der Gemeinden hin erstellten Raumordnungspläne und Städtebauordnungen genehmigt werden;

8° die zusätzlichen Regelungen in Bezug auf die Straßenverkehrsordnung;

9° die Zulassung der Unternehmer;

10° die gerichtlichen Schritte, die sowohl als Kläger als auch als Beklagter im Namen der Wallonischen Regierung unternommen werden, und die weitere Behandlung der der Region vom Gerichtsvollzieher zugestellten Schriftstücke;

11° die Ausstellung von Bescheinigungen;

12° die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen und anderen Rechtsgeschäfte in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von Gebäuden;

13° die Beschlüsse über die Gewährung von vierteljährlichen, gleichwertigen Teilzahlungen zugunsten des "Office régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), des "Institut wallon de Formation en alternance et des indépendants et des P.M.E." (Wallonisches Institut für die alternierende Ausbildung der Freiberufler und der Klein- und Mittelbetriebe) " sowie der "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" (Subregionale Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung);

14° die Ernennung der Mitglieder, die die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen innerhalb der "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" vertreten;

15° die Ernennung der Mitglieder der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommissionen;

16° die Beschlüsse zur Billigung der Begleitverträge und der Darlehen in Ausführung der Gesetzgebung und der Regelung bezüglich der Benutzung des Kontos des C.R.A.C (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), so wie sie im seitdem abgeänderten Abkommen vom 30. Juli 1992 gemeint ist, soweit die finanzielle Beteiligung der Region nicht beantragt wird;

17° die Genehmigung der Dreijahresprogramme, die in Artikel 7, § 1 des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten erwähnt sind;

18° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die die psychiatrischen Kliniken "Chêne aux Haies" in Mons und "Les Marronniers" in Tournai für die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks in den Grenzen ihres Investitionsplans aufgenommen haben, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

19° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die für die Krankenhaus- und sozialmedizinischen Gebäude aufgenommen werden, in den Grenzen des im Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingetragenen Betrags in Ausführung des von der Regierung angenommenen Rahmenabkommens über diese Bürgschaft und der Artikel 50, § 1 und 51 des am 7. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

20° die Gewährung von Lizenzen für Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition und eigens zu militärischen Zwecken oder zur Aufrechterhaltung der Ordnung dienenden Ausrüstungen und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für diejenigen, die die Armee und die Polizei betreffen.

Art. 14 - § 1. Die Wahl des Vergabeverfahrens - einschließlich der Auftragsbekanntmachung - bezüglich der öffentlichen Aufträge, die in Artikel 6, Absatz 1 des nachstehend "das Gesetz" genannten Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge gemeint sind, unterliegt der Zustimmung der Wallonischen Regierung, wenn deren Schätzwert die in der nachstehenden Tabelle angegebenen Beträge übersteigt:

	Öffentliche Ausschreibung Oder allgemeiner Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf Verhandlungsverfahren mit öffentlicher Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne öffentliche Bekanntmachung
Bau- und Arbeitsleistungen	8.550.000 Euro	1.850.000 Euro	570.000 Euro
Lieferungen	5.700.000 Euro	570.000 Euro	290.000 Euro
Dienstleistungen	1.715.000 Euro	290.000 Euro	145.000 Euro

§ 2. Die Zustimmung der Wallonischen Regierung wird ebenfalls vor der Vergabe des Auftrags erfordert, wenn der abgeschätzte Auftragspreis unter dem in § 1 bestimmten entsprechenden Betrag liegt, während der Betrag des zu genehmigenden Angebots diesen Betrag jedoch um mehr als 15% übersteigt oder in der Hypothese von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen, die den anfänglichen Auftrag um mehr als 25% übersteigen.

§ 3. Die Vergabe von öffentlichen Baukonzessionen, deren abgeschätzte Beträge aussch. MwSt. den in § 1 festgelegten Beträgen entsprechen, unterliegt ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung.

§ 4. Jeder Entwurf einer Vereinbarung, die dazu führen kann, dass die Wallonische Region oder eine von der hierarchischen Obrigkeit eines Ministers abhängende Einrichtung in Sachen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen und im Rahmen der in § 1 angeführten Schwellen Verbindlichkeiten einget, bedarf ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung. Für die Berechnung der in § 1 vorgesehenen Schwellen gibt es Anlass, die gesamte Ausgabe, die sich aus dem Vereinbarungsentwurf ergibt, zu berücksichtigen.

Art. 15 - In den in Artikeln 17, § 2, 1°, c und 39, § 2, 1°, c des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge erwähnten Fällen wird die Zustimmung der Wallonischen Regierung durch die Zustimmung des Minister-Präsidenten ersetzt, soweit sie aufgrund der Dringlichkeit nicht vorher eingeholt werden konnte.

In diesem Fall hat der von der Funktion her zuständige Minister die Wallonische Regierung unverzüglich darüber zu informieren. Die angeführte Dringlichkeit muss begründet werden.

Art. 16 - In Abweichung von Artikel 14 wird die Zustimmung der Wallonischen Regierung in folgenden Fällen nicht erfordert :

1° bei öffentlichen Aufträgen, die durch beschränkte Ausschreibung oder durch beschränkten Angebotsaufruf zu vergeben sind, wenn dieses Verfahren die Folge einer öffentlichen Ausschreibung oder eines allgemeinen Angebotsaufrufs ist, für die bzw. den die vorherige Zustimmung der Wallonischen Regierung eingeholt worden ist aber denen keine Folge geleistet werden konnte aufgrund nebensächlicher Schwierigkeiten in der Auslegung entweder der Bestimmungen des Sonderlastenheftes oder der eingereichten Angebote;

Im Sonderlastenheft dürfen nur diejenigen Anpassungen gemacht werden, die aufgrund der vorerwähnten Schwierigkeiten unbedingt notwendig geworden sind.

2° bei öffentlichen Aufträgen, die in den in Artikeln 17, § 2, 1°, d und e, und 4°, und 39, § 2, 1°, d und g, 3°, c und d, und 5° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge erwähnten Fällen durch ein Verhandlungsverfahren zu vergeben sind;

3° im Rahmen von zwangsweise zu treffenden Maßnahmen für die mit einem bzw. mehreren Dritten auf Rechnung eines säumigen Auftragnehmers abzuschließenden öffentlichen Aufträge.

Art. 17 - Im Laufe des ersten Monats nach jedem Kalenderquartal müssen die Beschlüsse über die Vergabe der in Artikeln 14 und 16 des vorliegenden Erlasses erwähnten öffentlichen Aufträge durch den betroffenen Minister der Wallonischen Regierung zur Information mitgeteilt werden, unter Berücksichtigung derselben Bedingungen wie in Artikel 14, § 1, was die Schwellen angeht.

Art. 18 - Im Laufe des ersten Monats nach jedem Kalenderquartal müssen die Beschlüsse über die Wahl des Vergabeverfahrens und die Vergabe der öffentlichen Aufträge, die von öffentlich-rechtlichen Personen getroffen werden, die einzig und allein der Kontrollbefugnis der Wallonischen Regierung unterstehen, durch den übergeordneten Minister der Wallonischen Regierung zur Information mitgeteilt werden, unter Berücksichtigung derselben Bedingungen wie in Artikel 14, § 1, was die Schwellen angeht.

Die Auftragsbekanntmachung, der Auftragsanalysenbericht und die gemeinsamen Berichte der Kommissare der Regierung werden der Wallonischen Regierung ebenfalls mitgeteilt.

Art. 19 - Der Betrag der öffentlichen Aufträge ist je nach Fall gemäß den Regeln festzulegen, die in Artikeln 2, 28 oder 54 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen und über die öffentlichen Baukonzessionen oder in Artikeln 2, 21 und 41 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen in den Bereichen der Wasser- und Energieversorgung, des Transportwesens und der Telekommunikation bestimmt sind.

Im Falle von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen, die durch ein Verhandlungsverfahren unter den Bedingungen von Artikeln 17, § 2, 2°, a, 3°, b, und 39, § 2, 2°, a, 3°, b, 4°, b und 6° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge zu vergeben sind, wird der Betrag des Hauptauftrags ebenfalls in Betracht genommen.

Art. 20 - Unbeschadet der anderen Bestimmungen, die im vorliegenden Erlass vorgesehen sind, sind die Minister ein jeder in seinem eigenen Zuständigkeitsbereich befugt, um die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen und Rundschreiben anzuwenden.

Für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der mit der Führung der in Artikel 4, § 1 erwähnten Querpläne beauftragen ministeriellen Ausschüsse fallen oder die in den Zuständigkeitsbereich der mit der Führung der in Artikel 4, § 2 erwähnten Impulsfonds beauftragen ministeriellen Ausschüsse fallen oder in den Zuständigkeitsbereich mehrerer Minister fallen, beginnt die Konzertierung bereits bei dem Entwurf der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung.

Art. 21 - § 1. Die Einreichung der Akten bezüglich der Europäischen Fonds und der in Artikel 4, § 2, erwähnten Impulsfonds bei der Wallonischen Regierung fällt in den Zuständigkeitsbereich des Minister-Präsidenten. Diese Akten werden gemeinsam durch den Minister-Präsidenten und den bzw. die von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet. Der Minister-Präsident führt zudem den Vorsitz in den verschiedenen technischen und finanziellen Ausschüssen und in den Begleitausschüssen.

§ 2. Jeder Beschluss zur Mittelaufwendung im Rahmen eines Europäischen Fonds oder zu ihrer belgischen Kofinanzierung oder im Rahmen eines Impulsfonds wird dem Minister-Präsidenten unverzüglich mitgeteilt.

Art. 22 - Jeder Minister beschließt die Enteignungen, die für die Ausübung seiner Zuständigkeiten notwendig sind, indem er die Spezifität der behandelten Angelegenheit gegenüber den Maßnahmen der allgemeinen Aufsicht gemäß Artikel 7 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 hervorhebt.

Art. 23 - Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts beglaubigt die Wallonische Regierung die Finanzinspektoren; sie bestimmt, wie sie bei ihren Mitgliedern eingesetzt werden.

Art. 24 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird aufgehoben.

Art. 25 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 26 - Die Minister werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 26. August 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3483

[2004/202743]

26 AUGUSTUS 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de werking van de Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 68, eerste lid;

Gelet op het decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 27 juli 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 juli 2004;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de regering van oordeel is dat de minister-president dezelfde prerogatieven voor de leiding over de regering moet genieten als de federale eerste minister;

Overwegende dat de regering beslist heeft een nieuwe, moderne en innoverende governancemethode tot stand te brengen;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 de verdeling van de bevoegdheden, zoals die vastgesteld was bij het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2003, op significante wijze wijzigt en dat het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 houdende regeling van de werking van de regering, zoals gewijzigd, bijgevolg niet meer van toepassing kan zijn op de huidige regering;

Overwegende dat de regering in staat moet worden gesteld om zo doeltreffend mogelijk te werken;

Overwegende dat deze bepalingen om die reden zo spoedig mogelijk in werking dienen te treden;

Gelet op de beraadslaging van de regering van 28 juli 2004 betreffende het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van vijf dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 37596/2/V, uitgebracht overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de minister-president;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de machtigingen die aan diens leden verleend worden, beraadslaagt de regering op collegiale wijze volgens de consensusprocedure en bepaalt zij de algemene beleidslijnen in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen.

Art. 2. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt op geldige wijze over de geagendeerde items indien meer dan de helft van haar leden tegenwoordig zijn.

§ 2. De agenda wordt door de minister-president vastgesteld.

§ 3. Behoudens behoorlijk verantwoorde dringende noodzakelijkheid worden volgende punten niet geagendeerd :

- de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin laatstgenoemde haar advies niet uitgebracht heeft binnen de vijf werkdagen na ontvangst van het volledige dossier;

- de punten waarvoor de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken niet bijgevoegd is indien een dergelijke instemming vereist is;

- de punten waarvoor de instemming van de Minister van Begroting niet bijgevoegd is indien een dergelijke instemming vereist is.

§ 4. De punten die niet in de agenda opgenomen zijn, worden niet in overweging genomen, behoudens behoorlijk verantwoorde dringende noodzakelijkheid.

§ 5. Een minister kan elke zaak die onder een gemachtigde aangelegenheid valt, ter sprake brengen.

§ 6. Een lid wiens afwezigheid verantwoord is, kan er vóór de vergadering om verzoeken dat de bespreking van een punt uitgesteld wordt.

Art. 3. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp-decreet en elk ontwerp van regelgevend besluit, behoudens een door de Waalse Regering verleende machtiging.

§ 2. De Waalse Regering beraadslaagt over elk voorstel van decreet en amendement dat bij het Waalse Parlement wordt ingediend.

Art. 4. § 1. De regering richt een ministerieel comité op dat belast is met de sturing van het gebiedsoverschrijdend strategisch plan "initiatie van activiteiten" en, in overleg met de Regering van de Franse Gemeenschap, een ministerieel comité dat belast is met het gebiedsoverschrijdend strategisch plan "ontwikkeling van menselijk kapitaal, kennis en knowhow".

§ 2. De regering stelt de sturingsgroepen in voor het economisch impulsfonds ten gunste van de reconversie- en de bijzonder achtergestelde gebieden en voor het impulsfonds ten gunste van de economische ontwikkeling van landelijke gebieden op.

§ 3. De regering stelt het ministerieel comité in dat belast is met de opvolging en de monitoring van de alternatieve financieringen en de financiële toestand van de openbare instellingen, met inbegrip van de gespecialiseerde maatschappijen en dochtermaatschappijen.

Art. 5. § 1. Elk kwartaal maakt de minister van Begroting een volledig begrotingsoverzicht zowel voor wat betreft de vastleggingen en de ordonnanceringen als voor de ontvangsten en de uitgaven aan elk regeringslid over.

Bij dat overzicht wordt een bijlage gevoegd betreffende het investeringsprogramma.

§ 2. Elke minister heeft rechtstreeks toegang tot de boekhouding der vastleggingen en ordonnanceringen wat betreft de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheden vallen.

De minister-president en de vice-minister-presidenten hebben rechtstreeks toegang tot de boekhouding van alle vastleggingen en ordonnanceringen.

Art. 6. De Minister van Begroting heeft tot taak, samen met de bevoegde vakminister de ontwerp-beraadslaging uit te werken en voor te stellen indien het Rekenhof het visum weigert.

Art. 7. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp of voorstel tot oprichting, decentralisering, deconcentratie of herstructurering van de openbare diensten, organismen en instellingen die belast zijn met de uitvoering van het gewestelijk beleid.

Art. 8. Over de programma's voor materiële investeringen die over één of verschillende jaren lopen, en meer bepaald de programma's die in een alternatieve financiering passen, wordt door de Waalse Regering beraadslaagd vóór de ontwerp-begrotingen worden aangenomen.

In die programma's worden het bedrag van de tegemoetkomingen en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, hun bestemming en, indien nodig, die van hun begunstigden nauwkeurig aangegeven.

Art. 9. Elk ontwerp van rondzendbrief of algemene richtlijn wordt door de opsteller ervan aan de andere ministers overgemaakt.

Zij kunnen binnen een termijn van acht dagen of op de vergadering van de Waalse Regering die op de ontvangst ervan volgt, verzoeken om erover te beraadslagen. Indien daar niet om verzocht wordt of indien de rondzendbrief niet ter sprake wordt gebracht, wordt hij verspreid of bekendgemaakt.

Art. 10. § 1. Voor de toepassing van dit artikel betreffende de ambtenarenzaken wordt er een onderscheid gemaakt tussen :

- de A-dossiers :

1° de besluiten tot organisatie of reglementering;

2° de toekenning van machtigingen in personeels- en begrotingsaangelegenheden voor wat de ministeries betreft;

3° de personeelsformaties der ministeries;

4° elke akte die verband houdt met de mandaatregeling die uitdrukkelijk regeringsbevoegdheid is overeenkomstig de bepalingen van boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

- de B-dossiers :

1° de toekenning van andere machtigingen aan ambtenaren;

2° de personeelsformaties van de openbare instellingen;

3° het vacant verklaren van betrekkingen van directeur, van wervingsbetrekkingen in niveau 1 en staffuncties in de rang A5 overeenkomstig artikel LI.TIIL.CV.2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

4° de toekenning van hogere functies in niveau 1;

5° de bevorderingen tot de graad van directeur en tot de staffuncties in rang A5;

6° de eindbeslissingen volgend op de adviezen die uitgebracht zijn door de kamers van beroep en door de stagecommissies in niveau 1;

7° de overplaatsingen van ambtswege;

8° de opnemingen;

9° de uitwerking van de wervingsprogramma's overeenkomstig artikel LI.TIIL.CV.2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

- de C-dossiers : de andere bestuurlijke beslissingen die verband houden met het personeel, met uitzondering van de beslissingen waarvoor een machtiging aan ambtenaren is verleend.

§ 2. De secretarissen-generaal en de leidend ambtenaren van de openbare instellingen maken elk dossier waarvan sprake in § 1 tegelijkertijd over aan de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken en de bevoegde vakminister(s). Bovendien maken ze de in § 1 bedoelde A-dossiers tegelijkertijd over aan de Minister van Begroting.

De minister die het dossier in ontvangst neemt, beschikt over een termijn van vijftien werkdagen om advies uit te brengen aan zijn collega die bevoegd is om het dossier aan de regering voor te leggen of om te beslissen. Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In geval van uiteenlopende adviezen wordt binnen tien werkdagen overleg gepleegd bij de Minister van Ambtenarenzaken. Indien er geen overeenstemming bereikt wordt, wordt het dossier op de regeringsvergadering te berde gebracht.

§ 3. Onverminderd de door het bestuur te nemen initiatieven mogen de instructies die nodig zijn voor de voorbereiding van de beslissingen, gegeven worden door :

- wat de A-dossiers betreft, de Minister van Ambtenarenzaken voor de ministeries, of de Minister van Ambtenarenzaken op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde vakminister(s) voor de openbare instellingen;

- de Minister van Ambtenarenzaken, op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde vakminister, voor de ministeries en door de functioneel bevoegde minister voor de openbare instellingen wat de B-dossiers betreft. Als de bevoegde vakminister een verzoek richt aan de Minister van Ambtenarenzaken, geeft deze laatste de nodige instructies aan het bestuur uiterlijk binnen de maand van het verzoek;

- de bevoegde vakminister, op verzoek van de Minister van Ambtenarenzaken of op eigen initiatief en voorzover de Minister van Ambtenarenzaken onmiddellijk wordt ingelicht, voor de ministeries en door de functioneel bevoegde minister voor de openbare instellingen wat de C-dossiers betreft.

De Minister van Ambtenarenzaken zorgt voor de samenhang van de administratieve toestanden van de personeelsleden.

§ 4. De A-dossiers worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de regering voorgelegd.

De B-dossiers betreffende de ministeries worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de regering voorgelegd.

De B-dossiers betreffende de openbare instellingen worden door de de bevoegde vakminister(s) aan de regering voorgelegd.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van de §§ 3 en 4 is enkel de regering voor de A- en de B-dossiers bevoegd.

Onverminderd de bepalingen van § 3 is de Minister van Ambtenarenzaken bevoegd voor de C-dossiers betreffende de ministeries. Een afschrift van de beslissing van de Minister van Ambtenarenzaken wordt aan de bevoegde vakminister(s) overgemaakt.

De bevoegde vakminister(s) is (zijn) bevoegd voor de C-dossiers betreffende elke der openbare instellingen. Een afschrift van de beslissing van de bevoegde vakminister(s) wordt onverwijld aan de minister van Ambtenarenzaken overgemaakt.

§ 6. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de beslissingen die de regering treft betreffende de A- en de B-dossiers die de ministeries aangaan.

De bevoegde vakminister(s) is (zijn) belast met de uitvoering van de beslissingen die de regering treft betreffende de B-dossiers die elke der openbare instellingen aangaan.

Art. 11. Wanneer het Gewest ofwel betrokken wordt bij het ontwerp of de uitwerking van een beleidslijn ofwel in daarmee belaste organen of organismen vertegenwoordigd is, worden de bestanddelen van het gewestelijk beleid door de Waalse Regering vastgesteld, die de vertegenwoordigers van het Gewest bij die organen of organismen aanwijst, hen elk nodige richtlijn verstrekt en hun verslagen ontvangt.

Art. 12. § 1. Onverminderd de machtigingen die aan de regeringsleden worden toegekend, heeft enkel en alleen de Waalse Regering de hoedanigheid om namens het Gewest advies uit te brengen ten behoeve van de federale, Gemeenschaps-, Europese of internationale overheden of organismen en om bij dezen een verslag of een verzoek in te dienen.

§ 2. De minister-president coördineert elke procedure ter zake van adviezen, overleg, geschil, vereniging of samenwerking met de federale overheid, de deelstaten of de Europese en internationale instellingen.

De voorbereidingen van die procedures worden gezamenlijk door de minister-president en de bevoegde vakminister getroffen.

§ 3. De Waalse Regering beraadslaagt over de algemene modaliteiten van de ontwerp-verdragen en de ontwerpen van samenwerkingsakkoorden op voordracht van de minister-president of samen met de Minister van Buitenlandse Betrekkingen indien het ontwerp-verdragen of ontwerpen van samenwerkingsakkoorden met internationaal karakter betreft.

§ 4. Vóór zij door de Waalse Regering worden goedgekeurd, worden de verdragen en samenwerkingsakkoorden gezamenlijk voorbereid door de minister-president en de bevoegde vakminister of door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de bevoegde vakminister indien het ontwerp-verdragen of ontwerpen van samenwerkingsakkoorden met internationaal karakter betreft.

De Waalse Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van die verdragen en akkoorden.

Art. 13. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen 8, 14, 15 en 16, 17 worden aan elke minister, elk voor wat zijn bevoegdheden betreft, machtigingen verleend :

1° voor de beslissingen over een maximumbedrag van 500.000 euro indien de begunstigde in de algemene begroting aangewezen is; in het tegenovergestelde geval wordt dat bedrag teruggebracht tot 250.000 euro;

2° machtiging wordt verleend aan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden om de uitgaven die toegerekend worden op de basisallocaties bestemd voor het Fonds der Gemeenten en Provincies, uitgetrokken op programma 01 van organisatie-afdeling 14 van de algemene begroting, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

3° zonder beperking van het bedrag, voor de beslissingen betreffende uitgaven uitgetrokken op een programma waarover de Waalse Regering beraadslaagt met vermelding van de begunstigde(n);

4° de besluiten tot toekenning van subsidies ongeacht de bedragen, ter uitvoering van de programma's bedoeld in artikel 8;

5° de toekenning van de voordelen die verleend worden ter uitvoering van wet- en regelgeving over de economische expansie en de technologische tegemoetkomingen betreffende elk dossier dat verband houdt met tegemoetkomingen waarvan het bedrag lager is dan 3.720.000 euro en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies uitgebracht heeft.

Er wordt evenwel een kwartaalverslag met een lijst van de ondernemingen en het bedrag van de hen ter uitvoering van de relevante wetgeving verleende voordelen aan de leden van de Waalse Regering medegedeeld;

6° het verlenen van de gewestelijke waarborg die toegestaan wordt ter uitvoering van wet- en regelgeving over de economische expansie indien het te waarborgen krediet betrekking heeft op een maximumbedrag van 2.480.000 euro en de technologische tegemoetkomingen indien ze betrekking heeft op een maximumprogramma van 2.480.000 euro;

7° de besluiten tot goedkeuring van plannen van aanleg en stedenbouwkundige reglementen die van de gemeenten uitgaan;

8° de aanvullende politiereglementen voor het wegverkeer;

9° de erkenning van aannemers;

10° de rechtsvorderingen ingesteld als eiser en als verweerder in naam van de Waalse Regering, de bestemming van de aan het Gewest betekende deurwaardersexploiten;

11° de afgifte van getuigschriften;

12° de contracten van minnelijke overdracht, de kwijtingen, de huurovereenkomsten en andere handelingen betreffende de aankoop of de overdracht van onroerende goederen;

13° de beslissingen i.v.m. de toekenning van gelijkwaardige driemaandelijke tranches aan de "Office régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het "Institut wallon de Formation en alternance et des indépendants et des P.M.E." (Waal instituut voor alternerende opleiding, en de zelfstandigen en de K.M.O.'s) en de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming;

14° de benoeming binnen de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming van de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

15° de benoeming van de leden van de commissies tewerkstelling-vorming-onderwijs;

16° de beslissingen houdende goedkeuring van de begeleidingsovereenkomsten en de leningen in uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende het gebruik van de C.R.A.C.-rekening waarvan sprake in de overeenkomst van 30 juli 1992, zoals gewijzigd, voorzover de financiële tegemoetkoming van het Gewest niet wordt gevraagd;

17° de goedkeuring van de driejarenprogramma's bedoeld in artikel 7, § 1, van het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken;

18° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die de psychiatrische ziekenhuizen "Le Chêne aux Haies" en "Les Marronniers" met de instemming van de Minister van Begroting binnen de perken van hun investeringsbegroting aangaan om hun doel te verwezenlijken;

19° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die de ziekenhuizen en de medisch-sociale inrichtingen met de instemming van de Minister van Begroting aangaan binnen de perken van het bedrag waarvan sprake in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, overeenkomstig de door de regering goedgekeurde raamovereenkomst betreffende die waarborg en overeenkomstig de artikelen 50, § 1, en 51 van de op 7 augustus 1987 gecoördineerde wet op de ziekenhuizen;

20° de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik, voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor in- en uitvoer met betrekking tot leger en politie.

Art. 14. § 1. De instemming van de Waalse Regering wordt vereist voor de keuze van de gunningswijze, met inbegrip van de aankondiging van de opdracht, van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 6, eerste lid, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van aanneming van werken, leveringen en diensten, hierna de wet genoemd, en waarvan het geraamde bedrag hoger is dan de hiernavermelde bedragen :

	Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag	Onderhandelings-procedure met bekend-making
Werken	8.550.000 euro	1.850.000 euro	570.000 euro
Leveringen	5.700.000 euro	570.000 euro	290.000 euro
Diensten	1.715.000 euro	290.000 euro	145.000 euro

§ 2. De instemming van de Waalse Regering wordt ook vereist voor de gunning van een opdracht waarvan het geraamde bedrag lager is dan het overeenstemmend bedrag bedoeld in § 1, terwijl het bedrag van de goed te keuren offerte dat bedrag met meer dan vijftien procent overschrijdt of, bij bijkomende werken, leveringen of diensten van meer dan vijftientwintig procent van de aanvankelijke opdracht.

§ 3. De instemming van de Waalse Regering wordt ook vereist voor de gunning van concessies van openbare werken waarvan de exclusief BTW geraamde bedragen overeenstemmen met die bedoeld in § 1.

§ 4. Elke ontwerp-overeenkomst die de verbintenis van het Waalse Gewest of van een organisme dat onder het hiërarchisch gezag van een minister valt, inzake aanneming van werken, leveringen of diensten in het kader van de perken bedoeld in § 1 tot gevolg kan hebben, dient eveneens ter goedkeuring aan de Waalse Regering te worden voorgelegd.

Art. 15. In de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, c, en 39, § 2, 1°, c, van de wet van 24 december 1993 wordt in plaats van de instemming van de Waalse Regering de instemming van de minister-president vereist, voorzover ze niet vooraf verkregen kan worden wegens dringende noodzakelijkheid.

In dat geval moet de bevoegde minister de Waalse Regering zo spoedig mogelijk informeren. De ingeroepen dringende noodzakelijkheid moet gewettigd worden.

Art. 16. In afwijking van artikel 14 wordt de instemming van de Waalse Regering niet vereist :

1° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de beperkte aanbesteding of de beperkte offerteaanvraag, als deze procedure voortvloeit uit een openbare aanbesteding of een algemene offerteaanvraag waarvoor de Waalse Regering haar instemming heeft gegeven maar waaraan geen gevolg kon worden gegeven wegens een problematische interpretatie hetzij van de bepalingen van het bestek, hetzij van de ingediende offertes.

In het bestek mogen slechts wijzigingen worden aangebracht die strikt noodzakelijk zijn wegens voormelde interpretatieproblemen;

2° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, *d* en *e*, en 4°, en 39, § 2, 1°, *d* en *g*, 3°, *c* en *d*, en 5°, van de wet van 24 december 1993;

3° in het kader van de maatregelen van ambtswege, voor overheidsopdrachten die met één of meer derde gesloten moeten worden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer.

Art. 17. De beslissingen betreffende de gunning van de in de artikelen 14 en 16 van dit besluit bedoelde overheidsopdrachten moeten in de loop van de eerste maand na elk kalenderkwartaal, samen met het aanbestedingsrapport, door de bevoegde minister voor informatie worden overgemaakt aan de Waalse Regering.

Art. 18. In de loop van de eerste maand volgend op elk kalenderkwartaal moeten de beslissingen betreffende de gunningswijze en de gunning van overheidsopdrachten die door de publiekrechtelijke personen getroffen worden die enkel onder de controlebevoegdheid van de Waalse Regering vallen, in dezelfde grensvoorwaarden als die omschreven in artikel 14, § 1, door de toezichthoudende Minister voor Informatie worden medegedeeld aan de Waalse Regering.

Het bericht van de opdracht, het analyseverslag van de opdracht en de samengevoegde verslagen van de regeringscommissarissen worden eveneens aan de regering medegedeeld.

Art. 19. Het bedrag van de overheidsopdrachten moet al naar gelang het geval geraamd worden volgens de regels bedoeld in de artikelen 2, 28 of 54 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, of in de artikelen 2, 21 en 41 van het koninklijk besluit van 10 januari betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie.

In geval van gunning van bijkomende werken, leveringen of diensten volgens de onderhandelingsprocedure onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 17, § 2, 2°, *a*, 3°, *b*, en 39, § 2, 2°, *a*, 3°, *b*, 4°, *b*, en 6°, van de wet van 24 december 1993, wordt het bedrag van de hoofdupdracht eveneens in aanmerking genomen.

Art. 20. Voor de materies die tot hun bevoegdheden behoren, hebben de ministers machtiging om de wetten, decreten, besluiten, reglementen en omzendbrieven toe te passen, onverminderd de andere bepalingen van dit besluit.

Voor de aangelegenheden die vallen onder de ministeriële comités die belast zijn met de sturing van de gebiedsoverschrijdende plannen bedoeld in artikel 4, § 1, of onder de sturingscomités van de impulsfondsen bedoeld in artikel 4, § 2, vallen of die onder de bevoegdheden van verschillende ministers vallen, wordt overleg gepleegd vanaf de uitwerkingsfase van de voorstellen met het oog op de gezamenlijke eindafwerking.

Art. 21. § 1. De minister-president is bevoegd om de dossiers i.v.m. de Europese fondsen aan de Waalse Regering over te maken. Die dossiers worden gezamenlijk voorbereid en medeondertekend door de minister-president en de bevoegde vakminister. Daarenboven neemt de minister-president het voorzitterschap van de verschillende technische, financiële en opvolgingscomités waar.

§ 2. Elke beslissing tot vastlegging betreffende een Europees fonds of de Belgische cofinanciering ervan of over een impulsfonds wordt onmiddellijk aan de minister-president betekend.

Art. 22. Elke minister bepaalt de onteigeningen die nodig zijn voor de uitoefening van zijn bevoegdheden, waarbij de eigenheid van de behandelde aangelegenheid tegenover de maatregelen van algemeen toezicht als bedoeld in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aangevoerd wordt.

Art. 23. De Waalse Regering accrediteert de inspecteurs van Financiën en stelt hen bij haar leden aan op de voordracht van de minister van Begroting.

Art. 24. Het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot regeling van de werking van de regering wordt opgeheven.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de dag van ondertekening ervan.

Art. 26. De ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 augustus 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN